AQUITAINE

Le constructeur américain, qui avait revendu l'an dernier son usine de Blanquefort, apporte toute une série de projets industriels pour reconvertir le site. Un rachat de l'usine n'est donc plus aujourd'hui à écarter.

Ford se réimplique dans son ex-usine de Blanquefort

Jusqu'où Ford Europe ira-t-il dans la reprise en main de son ancienne usine de Blanquefort ? En ce qui concerne l'avenir industriel du site, rebaptisé First Aquitaine Industries (FAI), les choses sont claires. HZ Holding, l'actionnaire allemand qui a racheté l'usine de boîtes de vitesses l'an dernier, avec la bénédiction de l'Etat, n'a plus aucun crédit. Surtout depuis l'annonce, au début du mois dernier, de l'abandon du projet de fabrication de grandes pièces mécaniques pour éoliennes (projet Atlas).

D'autant que le torchon brûle entre HZ et Ford. Ce dernier a en effet obtenu par décision du tribunal de commerce de Bordeaux que HZ ne puisse plus se servir dans les caisses de FAI lors de la revente, le constructeur ayant laissé plusieurs dizaines de millions d'euros en compte séquestre pour financer des projets de diversification.

AFP

Des salariés du groupe protestent sur le stand Ford du Mondial de l'auto.

Ford au volant

Et c'est désormais bien Ford Europe, engagé à se fournir auprès de FAI jusqu'à la fin 2011, qui est aux commandes. En rencontrant les représentants du personnel lundi au siège de Ford Europe à Cologne, Ken Macfarlane, vice-président chargé de la production et chargé du dossier, a présenté des projets susceptibles de maintenir l'activité industrielle sur place.

L'un, portant sur une cinquantaine d'emplois, consiste à fabriquer des racks métalliques permettant le transport de modules mécaniques dans les usines ou entre les sites industriels. L'autre concerne des collaborations plus poussées avec GFT, l'usine voisine de FAI, détenue par Ford et l'allemand Getrag. Spécialisée dans les boîtes manuelles, alors que FAI fabrique des boîtes automatiques cinq vitesses, elle tourne aujourd'hui à plein régime, notamment pour des produits destinés à l'Amérique du Sud.

Avec les trois projets déjà annoncés au mois d'août, Ford s'engage ainsi à maintenir quelque 600 emplois sur les 1.525 que compte l'usine.

Manifestation

Mais, même si le constructeur s'engage à faire d'autres propositions, cela reste insuffisant pour les salariés qui ont manifesté ce week-end sur le stand Ford à l'occasion du Mondial de l'auto. Pour eux, comme pour beaucoup de responsables politiques locaux, l'avenir passe par le retour de FAI dans le giron du constructeur américain. *« Car même si c'est Ford qui a choisi le repreneur, Ford garde une crédibilité et ne peut tout se permettre. N'oublions pas que la France est son troisième marché européen »*, explique Francis Wilsius, ancien salarié de Ford et aujourd'hui conseiller régional. Une décision que la direction de Ford ne rejette pas complètement. *« Nous sommes focalisés sur les projets, même si nous regardons toutes les options permettant de pérenniser l'emploi »*, explique un porte-parole.

FRANCK NIEDERCORN
CORRESPONDANT À BORDEAUX

DROIT DE SUITE

LA CROIX du mardi 5 octobre 2010

Ford reprend la main sur son ex-usine en Gironde

Le constructeur vient d'annoncer de nouveaux projets, permettant de sauver 600 emplois sur le site de First Aquitaine Industrie (FAI) à Blanquefort, dans la banlieue de Bordeaux.

« C'est un échec. Il y a eu erreur sur la solidité du repreneur », lance Alain Rousset, président PS de la région Aquitaine. Un an et demi après le rachat de l'usine Ford à Blanquefort, dans la banlieue de Bordeaux, par l'allemand HZ Holding, le constat est sans appel. Aucun des projets de diversification n'a abouti. « Atlas », le plus emblématique, qui visait à implanter un fabricant des pièces d'éoliennes, vient d'être abandonné, à la suite du retrait de leur partenaire industriel, l'équipementier allemand Johann Hay. *« HZ s'était engagé lors du rachat à investir 140 millions d'euros pour assurer l'avenir du site. Dans les faits, il n'a pas dépensé un centime »*, dénonce Philippe Poutou, délégué CGT. Résultat, si Ford n'est plus le patron de l'usine, il reste son seul client. Or, en décembre 2011, le site girondin doit cesser de produire des boîtes de vitesse pour le constructeur américain.

Aujourd'hui, les élus locaux, les salariés et les syndicats ne cachent pas leur amertume. *« Pourquoi nous a-t-on fait financer des plans de formation ? »* demande Alain Rousset. *« Les projets de HZ ont été mis à mal par la crise »*, tente d'expliquer Stéphane Césaréo, directeur de la communication de Ford France. Inquiets de la situation, 400 salariés de l'usine, accompagnés d'élus, ont manifesté ce week-end à Paris au Mondial de l'auto pour demander à leur ancien « patron », Ford, de reprendre en main leur site. Le message a été entendu. Lundi, à Cologne, Ford a présenté aux partenaires sociaux deux nouveaux projets. L'un concerne la fabrication de *racks (NDLR : système de rangement à tiroirs)* et créerait une cinquantaine d'emplois. L'autre prévoit de transférer une cinquantaine d'emplois vers l'usine voisine, Getrag Ford Transmissions, qui fabrique des boîtes manuelles.

> 600 des 1 600 emplois actuels seraient garantis.

Le 24 août déjà, face à la *« demande pressante des autorités locales et des syndicats »*, le constructeur avait avancé trois autres projets. Il s'agit notamment de rassembler à Blanquefort l'activité de trois sites européens qui reconditionnent pour Ford des moteurs et des pièces de transmission, mais aussi d'y mettre en place des activités d'usinage de pièces de chaîne cinématique et de conversion de véhicules au GPL. Au total, 600 des 1 600 emplois actuels seraient garantis. *« Tout ceci va dans le bon sens, mais la seule solution pour assurer notre avenir est que Ford reprenne la direction du site »*, prévient Philippe Poutou de la CGT. Et justement, lundi, pour la première fois, le géant automobile n'a pas exclu cette hypothèse. Des tractations auraient lieu en coulisses avec l'État et HZ. L'enjeu est de taille. First Aquitaine Industrie est l'un des premiers employeurs de la région et représente près de 10 000 emplois induits.

NICOLAS CÉSAR
(à Bordeaux)